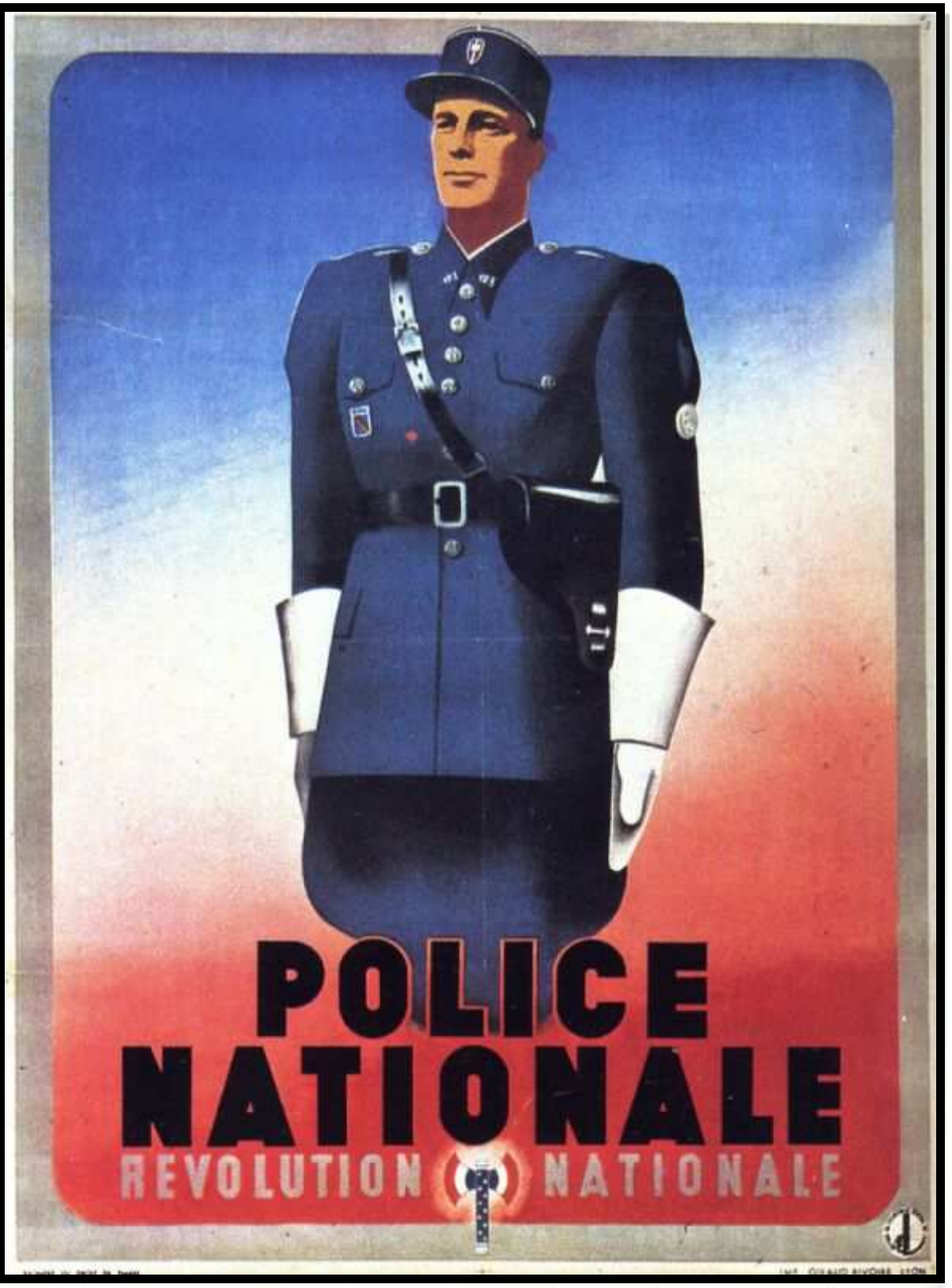
N°214 - Janvier - Février - 2008 - 1.5 euros

Le Combat Syndicaliste

Confédération Nationale du Travail section de l'Association Internationale des Travailleurs

STOP AUX EXPULSIONS



Association Internationale des Travailleurs
AIT, ASI-MUR CLS, Postanski pretinac 6, 11077 Beograd, Serbie

Confédération Nationale des Travailleurs
Pour tout contact sur le plan national, s'adresser à: CNT-AIT (bureau confédéral), rue St Remesy 31000 Toulouse.

Adresse du site web de la confédération
http://www.cnt-ait-fr.org
Vous y trouverez les liens confédéraux et internationaux de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73
Directeur: Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT.

Réalisation des Pages confédérales:
CNT-AIT,18 rue Jean-Baptiste Carreau, 64000 Pau.

ABONNEMENTS:
1 an (6 N°) : 7,5 E
Soutien: 15E
Chèques à l'ordre de la CNT-AIT, voir pages régionales
.

SOMMAIRE

Répression

3 Solidarité avec Adrien

Capitalisme

4 SDF, problème du logement: un scandale nommé capitalisme

Luttes

6 On ne se couche pas devant le nucléaire
7 Retours sur le mouvement étudiant

Venezuela

12 la parole aux libertaires vénézuéliens

Espagne

20 21 jours de grève des nettoyeurs et nettoyeuses du métro de Madrid

Livre-Communiqué

22 De la révolution sociale à la guerre en Espagne
23 communiqué de la CNT-AIT de Grenade

Textes

24 La grève des électeurs

EDITO

Sarkozy n'est pas Hitler, il n'est pas non plus Pétain. Il n'est ni nazi, ni fasciste, il ne veut exterminer aucun peuple. Il veut simplement reconduire à la frontière les étrangers qui sont en situation irrégulière sur le territoire français. En fait, il veut en « reconduire » plus de 25 000 cette année. De force. Parce que c'est un chiffre rond. Il ne les déteste pas personnellement, mais il a des avions à remplir, il l'a promis aux Français. C'est quand même pas de veine que le seule promesse qu'il tienne soit justement celle-là.

Nous avons arrêté de compter ceux qui se sont balancés par les fenêtres parce qu'il ne voulaient pas retrouver l'enfer qu'ils avaient fui.

Hier Mercredi, la police nationale a pénétré chez la famille A. à 6 heures du matin, ils ont pris le père, la mère enceinte de quatre mois et malade, les deux enfants scolarisés en CE1 dans une école du quartier et les ont envoyés au centre de rétention de Nîmes. Une rafle.

Ce matin ils devaient comparaître devant le tribunal administratif de Pau, ils n'ont pas pu expliquer ce qu'ils risquaient si on les expulsait. Monsieur A est azéri, madame A est arménienne, aucun de leur pays d'origine ne les veut, les deux pays sont en guerre. Les enfants? Que dire, sinon qu'ils ont grandi ici, avec leurs copains du quartier.

La police nationale n'est pas la gestapo, ce n'est pas non plus la milice. Mais on imagine que ce qu'ont ressenti monsieur et madame A. devait furieusement ressembler à ce qu'ont ressenti des milliers de gens réveillés par les nazis, les fascistes ou les miliciens. De la terreur.

Les A. ne sont pas les seuls à connaître la terreur, on pense à tous ceux qui ne sortent plus de chez eux que quand c'est indispensable, ceux qui ne dorment plus parce qu'ils ont peur des bruits dans l'escalier.

Nous ne nous réveillons pas et nous savons que Jospin, Rocard, ont rempli des avions, nous savons que les socialistes (comme leurs complices de gouvernement, verts et communistes) pensent qu'il est nécessaire de « maîtriser les flux migratoires », leur lâcheté, leur hypocrisie était nécessaire pour que cette tragédie prenne cette ampleur. D'ailleurs les entend-on crier, protester? Ils sont de la même eau.

Les frontières sont une plaie, résistons, cachons aidons ceux qui le souhaitent à rester ici, chez eux.

Solidarité avec Adrien

Après plusieurs semaines de blocage, de grève ou d' agitation, le mouvement qui a secoué les universités s'est affaibli au point qu'on le croirait mort, mais seul l'avenir nous dira s'il peut se relever des trahisons dont il a été victime. En attendant c'est le moment que choisissent les larbins de Sarkozy pour s'acharner sur certains de ceux qui ont participé au mouvement. Nous relayons ici l'appel du syndicat de Paris qui dénonce la violente répression à l'encontre d'Adrien, étudiant à Paris. Ce n'est pas un cas isolé, à Perpignan, à Caen, en Ile de France, l'isolement permet à l'état de démontrer qu'il peut briser les individus et criminaliser ses opposants à sa guise., notre seule arme la solidarité!

Adrien est un étudiant de Paris IV clignancourt qui, comme des mililers d'autres en France, a participé récemment au mouvement contre la loi LRU.

Le 19 Novembre dernier, au centre universitaire de Clignancourt alors que les étudiants exerçaient leur droit de grève, les casseurs de grève réunis a l'extérieur préméditent un assaut de la fac. Usant de la force, ils tentent de pénétrer à l'intérieur du bâtiment. Lors de l'assaut, il y eut un blessé dans chaque camp. Afin de rentrer, les anti-grévistes ont jeté sur les grévistes des projectiles (chaises et tables) qui formaient le barrage. Suite à ces violences, l'un des assaillants a eu la main blessée.

La « victime » a alors pris la décision de porter plainte à la police. Suite à une enquête étonnamment rapide et avec des méthodes policières « indignes d'un Etat de droit » (nous reprenons ici les termes des déclarations de Jean Robert Pitte, président de l'Université Paris IV, au sujet des grèves) Adrien se retrouva placé en garde à vue le 14 décembre pendant 27 heures, accusé de coups et blessures. Inculpé, il passera en procès le 29 Janvier 2008. Malgré l'impossibilité de faire le lien entre sa présence et le délit dont on l'accuse, Adrien, connu pour sa participation au mouvement, risque donc de payer pour tout le monde, pour l'exemple. Cependant, nous savons qu'Adrien n'est pas un individu violent et qu'il s'est toujours tenu en retrait des affrontements physiques. Il risque jusqu'à 5 ans de prison ferme et 75 000euros d'amende.

C'est pourquoi le Comité Justice pour Adrien lance à l'adresse des tous les individus épris de justice et de liberté, que la criminalisation des mouvements sociaux et au delà de la dérive autoritaire de la société inquiète, une pétition nationale de soutien pour réclamer l'arrêt des poursuites contre Adrien. Nous demandons aux individus cocnernés de faire circuler cette pétition et de nous renvoyer les exemplaires signés.

La pétition est téléchargeable sur le site http://blog.justicepouradrien.info

Vous pouvez également signer la pétition en ligne sur ce même site.

Le Comité Justice pour Adrien Contact : 108 rue Damrémont 75018 PARIS ou justice.pour.adrien@hotmail.fr

Par ailleurs, une souscription pour couvrir les frais de justice est ouverte à l'ordre d'Adrien, Comité Justice pour Adrien - 108 rue Damrémont - 75018 PARIS.fr

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

UR Centre: CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux

UR Midi-Pyrénées: CNT-AIT, BP 158, 81001 Montauban

UR Paris et Nord: CNT-AIT Paris STCPP, BP352, 75526, Paris cedex 11
Paris Nord, SIPN, 108 rue Damrémont 75018, Paris

UR Aquitaine: CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux

UR Méditerranée: CNT-AIT-SIM-BP 51142– 34008-Montpellier-cedex 1

UR Normandie-Bretagne: CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6

En Rhône-Alpes: CNT-AIT/SII, BP 223, 38405, Saint Martin d'Hères cedex.

Sdf, problème du logement: un scandale qui se nomme capitalisme

En décembre, à travers les actions médiatiques des « enfants de Don Quichotte », le problème des SDF est revenu sur le devant de la scène. Il s'agit d'un problème insupportable et crucial. Il est évident qu'il faut trouver des solutions d'urgences pour tous ces hommes et ces femmes dans la détresse. La CNT-AIT ne manque pas, dans la mesure de ses moyens, de lutter à leur coté lorsqu'elle le peut[1]. Mais nous ne pouvons que regretter le manque de réflexion globale autour du sujet. En effet, à perdre de vue que ce problème est intimement lié au fonctionnement du système capitaliste[2], nous risquons de voir les problèmes s'accumuler.

Des SDF meurent dans la rue chaque hiver, comme le 19 décembre dernier. Le système capitaliste tue, cette tragédie en est une preuve supplémentaire. Officiellement, il y avaient 86 500 SDF en France en 2001, aujourd'hui, ils seraient 100 000[3]. Le phénomène s'accroît et ce n'est pas une surprise quand on connaît l'aggravation de la situation sociale. Loin de l'image d'Épinal du clochard poète, 3 SDF sur 10 ont un emploi et 4 sur 10 sont inscrits à l'ANPE[4]. Le nombre de SDF augmente et la majorité d'entre eux se trouve dans le « circuit » social: s'ils n'ont pas de logement, c'est que le problème du logement est un problème majeur. Ce problème ne peut être réglé sans une approche globale. Comme le fait remarquer Yankel Fijalkow[5], si nous ne prenons en compte que le problème de l'accès au logement des plus pauvres, le problème du logement ne sera pas réglé et s'amplifiera. En donnant la priorité aux plus pauvres, ceux qui bénéficient aujourd'hui de logements sociaux vont être précipités sur le marché privé du logement avec deux possibilités : tenter d'accéder à la propriété ou prendre une location privée. Les prix de l'immobilier et les loyers vont donc augmenter et le nombre de personnes dans l'incapacité de se loger aussi. Et ce ne sont pas les aides aux logements (aux propriétaires plutôt) tel que les ALS et APL qui permettront de compenser: nous savons bien qu'en quelques années, l'augmentation du prix des loyers annule leurs effets. Dans le système capitaliste, le problème du logement est récurent, les solutions d'urgence ne peuvent être prises que pour ce qu'elles sont: une intervention sanitaire pour essayer de limiter les dégâts.

Le marché du logement est une poule aux oeufs d'or, 600 milliards d'euros. Alors que beaucoup ont du mal à se loger, les promoteurs immobiliers bloquent des appartements vides pour faire monter les prix. Le logement social ne représente que 16% des habitations. Outre les scandales à la Bolufer[7], le logement social accessible aux familles les plus menacées est 2,5 fois moins important qu'il y a 25 ans et, par le manque de constructions, le logement social dans son ensemble risque de compter de moins en moins. Simultanément, le parc de logement privé qui logeait les familles les plus pauvres a progressivement pratiquement disparu des grandes villes[8]. Le problème ne risque pas de se régler avec les projets du gouvernement qui prévoient de « *moderniser les circuits de financement du logement so-*

1-Par exemple, en 1995 déjà, la CNT-AIT de Pau avait soutenu une lutte de SDF qui demandaient le droit au logement en occupant une ancienne maternité.
2-Il suffit pour s'en convaincre de relire LONDON Arthur, « Le peuple d'en bas », Phébus Libretto, Paris, 1999
3-Chiffres extraits de Le Monde, 22 décembre 2007.
4-Chiffres extraits de Le Monde, 23 décembre 2007.
5-« Logement: au delà de la compassion », FIJALKOW Yankel, Libération, 21 décembre 2007.
6-Chiffres extraits de Le Monde, 11 décembre 2007.

cial ». « *Comme en Allemagne, les investisseurs pourront faire construire des logements dont les niveaux de loyers et de ressources des locataires seront déterminés pour une certaine durée. Passé ce délai, le logement reviendra sur le marché libre, et les locataires aussi ?* »[9]. Quelle solution offre alors le système? Une solution qui fait rêver les patrons du bâtiment et les promoteurs: favoriser l'accès à la propriété en facilitant les emprunts à long terme (50 ans) : « *le miracle espagnol* ».

Ce genre de miracle a déjà été expérimenté aux USA, au Royaume Uni et en Espagne. L'augmentation démesurée des prix de l'immobilier, du coût de la vie et des traites ont précipité les USA dans une crise immobilière sans précédent (la crise des « *subprimes* »). Les plus grandes banques ont été touchées, poussant la FED[1] à leur faciliter des crédits. Les banques européennes ont également été touchées car elles avaient investi aux USA, la BCE a donc dû prendre des mesures similaires. Les plus grandes banques américaines, anglaises et chinoises ont dû ouvrir leur capital à des investisseurs chinois, arabes et Singapouriens et ce sont les bourses de Wall Street, Zurich et Londres qui se sont tournées vers les Etats pour appeler au secours. La situation est tellement préoccupante que Georges Bush a mis en place un plan d'aide aux propriétaires et que l'ancien président de la Réserve fédérale (FED), Alan Greenspan, parle de 50% de risque de stagflation mondiale[11]. Les banques françaises sont également touchées comme le Crédit Agricole ou la Banque Populaire. Aujourd'hui, l'Angleterre et l'Espagne semble entrer dans le même processus. Voilà la solution que propose le système capitaliste...

Alors que l'on nous amuse avec Carla Bruni, dans les coulisses, les économistes s'alarment. Ainsi, un social démocrate aussi modéré que Larrouturou en vient à annoncer « *l'hyper libéralisme nous conduit droit dans le mur* » et cite un de ses confrères, Lester Brown qui affirme que le système est entré « *dans des trajectoires d'effondrement* »[12]. Allons nous assister à la mort du système capitaliste ? Les prophéties marxistes ne sont pas forcément d'actualité, le système peut très bien rebondir, y compris par des guerres. Mais quand on sait qu'aux USA l'endettement des ménages atteint 230% du PIB alors qu'il n'était que de 140% en 1929, il n'est pas déraisonnable de penser que des scénarios catastrophes, qui ressembleraient à la crise argentine de 2003, sont possibles. D'ores et déjà, alors que l'on nous parle de l'endettement des États, nous pouvons constater que ce sont les fonds publics, notre argent, qui maintiennent sous perfusion les banques et le système. Les conséquences de la crise américaine touchent avant tout les petits propriétaires et les SDF meurent toujours dans la rue là bas aussi. Un règlement « heureux » pour le système se fera sur le dos des exploités, encore une fois. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'offrir des perspectives crédibles de luttes en écartant une analyse anticapitaliste et une solution révolutionnaire. Bien évidemment, nous pouvons toujours avancer des mesures d'urgence pour ceux qui sont dehors (ex: réquisition des logements vides), nous pouvons également revendiquer un maximum des prix pour les logements, mais ces revendications doivent impérativement s'articuler avec des perspectives à long terme.

nous pouvons constater que ce sont les fonds publics, notre argent, qui maintiennent sous perfusion les banques et le système

Jipé. Syndicat de Pau.

7-Ce collaborateur de Boutin logeait dans un appartement luxueux dépendant des HLM de Paris. Il n'est pas le seul...
8-« Logement: au delà de la compassion », FIJALKOW Yankel, Libération, 21 décembre 2007.
9-Ibid.
10-C'est la Réserve Fédérale, l'équivalent de la banque de France ou de la Banque Centrale Européenne (BCE).
11-« La stagflation menace l'économie mondiale », Le Monde, 19 décembre 2007.
12-« L'Hyper libéralisme nous conduit dans le mur », interview donnée à Libération, 1er décembre 2007.

On ne se couche pas devant le nucléaire

Le samedi 17 mars dernier, avaient lieu 5 manifestations contre l'EPR, en France. Nous étions présents à Lille, à 25 personnes derrière la banderole « Arrêt Immédiat du Nucléaire » de la CCSN (Coordination Contre la Société Nucléaire) avec distribution d'un tract, table de presse et bien entendu « projection - débat ». Ceci est particulièrement important pour parer aux manifestations spectacles avec sonos qui nous empêchent de discuter pour envisager des actions plus conséquentes. Malgré un bon accueil de nos tracts et la dévalisation de notre table de presse, il est navrant de constater que notre débat n'a pas déplacé la foule. On se retrouve avec des manifestants dirigés sur des actions spectaculaires comme le dépôt de boîtes de conserve, la marche arrière, ou encore à se coucher après le retentissement d'une sirène, soi-disant pour « imiter les opposants aux transports de déchets radioactifs ».

la Suéde qui a, par référendum, renoncé au nucléaire en 1980 n'en est toujours pas sortie

A Lille nous n'avons pas laissé leur initiative sans réponse et c'est par un vibrant « Debout, debout vieux révolutionnaire » que nous avons entamé le triomphe de l'Anarchie, entrecoupé d'autres slogans comme celui de « Ni nucléaire, ni éco-capitalisme », renvoyant ainsi les énergies alternatives à leur propre place.

Cette critique des énergies dites propres est indispensable tant l'illusion est forte même dans les rangs de libertaires et c'est certainement une des raisons de leur boycott de notre débat à Lille.

Une autre critique s'impose aussi, c'est celle de la culpabilisation des individus sur leurs propre consommation et l'action limitée pour l'Alliance pour la Planète, en est l'exemple le plus achevé. Ce n'est pas une réflexion sur la vanité de notre civilisation qui se développe, mais bel et bien un déplacement des problèmes inhérents à la société industrielle sur l'ensemble d'une population totalement écartée d'un choix possible. L'article de nos camarades de l'Essonne retrace bien ce « citoyennisme nécessaire pour faire fonctionner le nucléaire ».

Pour terminer sur les illusions nécessaires à la poursuite du nucléaire et du capitalisme, il faut relater l'exemple de la Suéde qui a, par référendum, renoncé au nucléaire en 1980 mais qui n'en est toujours pas sortie. Là aussi la poudre aux yeux s'avère un bon moyen pour faire durer la société capitaliste et le nucléaire s'il est nécessaire à son fonctionnement.

Le tract de la CCSN a été diffusé dans les cinq villes et le deuxième numéro de la coordination est sorti.

Nous continuerons le combat antinucléaire contre les jaunes du « Réseau Sortir du Nucléaire » sans nous illusionner sur nos forces réelles faibles et en reliant sa sortie à un changement radical de société.

Michel. Syndicat d'Amiens.
(CLANA) : Collectif Libertaire Antinucléaire Amiénois

RETOURS SUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Repères Dès sa prise de fonction Sarkozy a mis en branle la réforme de l'université baptisée « loi relative aux libertés et responsabilités des universités » dite LRU. La ministre chargée du dossier avait un impératif, faire voter la loi pendant les vacances d'été (mission accomplie le 1er août 2007) pour que la mobilisation des étudiants et des personnels ne puisse contrecarrer le projet. Il faut dire que les tentatives de réformes de 1986 et de 2003 qui avaient une certaine parenté avec la LRU ont été repoussées par des mobilisations étudiantes.

Cette loi est issue du processus de Bologne (1999) comme la réforme LMD qui a déjà accordé une large autonomie pédagogique aux université faisant voler en éclat le cadre national des diplômes. Ce processus européen derrière une image de modernisation est en fait une vaste entreprise de casse du service public et vise essentiellement à assujettir l'enseignement supérieur aux intérêts des grandes entreprises dans la compétition internationale. Modernisation signifie pouvoir accru pour les présidents d'université, entrée massive des entreprises dans les conseils d'Administration, casse des statuts de fonctionnaires et recours massif à du personnel précaire. Autonomie signifie que le cadre national du financement des Universités explosera au profit de l'investissement des entreprises par le biais de fondations et on le sait bien: « qui paye, décide!».

On imagine aussi la flambée des frais d'inscription, une orientation active qui pose les premiers jalons d'une sélection à l'entrée de l'université. Cette loi n'est que le premier volet d'une entreprise plus vaste pour que l'université devienne « compétitive », on sait trop ce que cela signifie quand on applique ce concept à des services publics…

Se profile déjà le plan réussir en licence, visant à rationaliser les flux d'étudiants et à remédier à l'échec massif. Dans le paquet cadeau l'idée d'un contrat de réussite entre l'étudiant et l'université, l'autonomie ne concerne visiblement que les décideurs…

Après le temps des analyses et des bilans nécessaires il sera temps de passer de nouveau à l'offensive pour faire échec à ces projets néolibéraux.

Ségolène Royal "l'autonomie des universités est une bonne réforme »
(le 20 –11-07)
Elle minaude le lendemain en disant que le gouvernement gâche la réforme faute de moyens….

L'UNEF considère le texte comme équilibré avant de pleurer sur le manque de moyens…

La Confédération Etudiante, cache sexe de la CFDT à la fac considère que la LRU « ne pose pas de problèmes »

29-11-07 Juilliard au nom de l'UNEF appelle à lever les blocages

Le 30-11-07 Juillard démissionne

Le 7-12 07 Juillard officiellement sur la liste Delanoë

Massive attack

En ce début d'année 2008 nombreux sont les étudiants qui ont la gueule de bois, le mouvement des universités contre la LRU perdure ici et là mais il suffit de voir l'ampleur de la répression* pour se convaincre que ses beaux jours sont derrière nous. Il faut reconnaître que le mouvement a eu à affronter des forces coalisées de première grandeur.

Une coalition de tous les pouvoirs

Il est évident que Sarkozy ne pouvait se payer le luxe de céder à un mouvement étudiant quelques seulement après son élection -là où nombre de ses prédécesseurs avaient reculé- le niveau de mobilisation se devait d'être sans précédent. La tâche, ardue, face à des forces de droite euphoriques et déchaînées se compliquait encore avec le soutien d'une bonne partie de la gauche*. Les médias d'audience nationale ont mis en musique un consensus ahurissant, les articles favorables à une "nécessaire réforme" ont pris la place des analyses comme à chaque fois qu'il en va de la destruction des services publics. Lorsque le mouvement a pris de l'ampleur au mois de novembre les observateurs l'ont vu décliner contre toutes les évidences, localement les journaux dits de gauche ont été d'une violence anti-grève inédite, éditorialistes déchaînés, place faite aux anti-grévistes sans aucune mesure avec leur poids réel, caricature des arguments pro grève... L'administration des universités, les

présidents de facs n'ont pas été en reste, traitant les bloqueurs de terroristes, de casseurs, de manipulateurs gauchistes ou anarchistes. Les autorités universitaires ont brandi l'impossibilité d'organiser les examens dès les premiers jours de grève, ont menacé les étudiants de ne pas les accepter en master, ont organisé des assemblées parallèles ou des votes bidons pour casser le mouvement… La liste est longue des mensonges, des pressions, des intimidations qu'ont subies les grévistes. Il faut souligner que les présidents d'Université qui avaient tout intérêt à l'application de la LRU, ont passé sous silence que les personnels des universités s'étaient opposés dès le mois de juillet à la mise en place de cette réforme.

Lorsque le mouvement a pris une ampleur inattendue- plus de la moitié des facs bloquées, la quasi totalité touchées par des formes de mobilisation variées la couverture médiatique s'est faite discrète

Les frais d'inscription en France sont de l'ordre de 300 à 500 euros en comptant la sécu.

« diversifier les sources de finacements des universités européennes »dixit une communication de l'UE(20 avril 2005). Luc Ferry plaide pour lever le tabou des frais d'inscription. Les premiers pays à y aller franco dès 2005:

Le Portugal est passé de 6 euros à 850.

En Allemagne, augmentation plafonnée(!) à 1000 euros par semestre...

En Italie il faut s'acquitter de frais allant de 850 à 1500 euros depuis la réforme LMD.

Au royaume uni de 4500 euros à 6500 euros.

Comme pour le nuage de Tchernobyl la France devrait être épargnée...

Lorsque le mouvement a pris une ampleur inattendue- plus de la moitié des facs bloquées, la quasi totalité touchées par des formes de mobilisation variées (grève, barrage filtrants, manifs...) la couverture médiatique s'est faite discrète jusqu'à disparaître de certains médias nationaux. Seules les organisations étudiantes représentatives -qui ne représentent qu'elles mêmes c'est à dire pas grand chose- avaient voix au chapitre. Ces organisations souvent de droite ou corporatistes, ce qui revient au même, ont été d'autant plus facile à acheter que leurs représentants sont opportunistes par nature. Quant à leurs adhérents, ils ont fait montre, au moins sur Pau d'une mauvaise fois sans égale demandant des votes démocratiques puis en contestant la légitimité quand l'issue ne leur était pas favorable… Passons. L'UNEF n'échappe pas à la règle, mais elle a ajouté à l'ambition la trahison et cela mérite un traitement spécial.

La trahison, une valse à trois temps

L'UNEF joue depuis des années un rôle qui ne correspond aucunement à son poids réel, elle ne dispose que de peu de militants mais jouit d'une popularité médiatique liée en grande partie à ses liens avec le PS et à ses résultats aux élections étudiantes où la participation est véritablement dérisoire. La trahison de 2007, qui on l'espère restera fameuse, n'échappe pas à ce constat. Incapable de mobiliser au delà du cercle étroit des sympathisant du MJS elle possède une réelle capacité de nuisance conférée par son exposition médiatique.

Dès les premiers mois de présidence de Sarkozy, les dirigeants de l'UNEF ont discrètement négocié avec la ministre pour n'arracher que des aménagements à la marge liés notamment à la représentation étudiante (on ne se refait pas...). Peut-être opposée à l'essence de la loi-mais en est on si sûr?, la direction a néanmoins considéré mimant ainsi la CFDT, sa grande soeur, que toute lutte était vouée à l'échec dans ce contexte politique. L'organisation a donc accepté le vote de la loi pendant l'été. fin de l'acte I.

Quand au mois d'octobre le mouvement s'est enclenché malgré les coups tordus de l'UNEF-tendance majoritaire, la direction est son golden boy n'ont pu faire autrement que de "soutenir" le mouvement. Un soutien timide puisque Juillard non seulement demandait une négociation alors que les universités mobilisées demandait l'abrogation pure et simple, mais critiquait plus ou moins ouvertement le blocage des universités, modalité de lutte qui s'est imposée très majoritairement. Il a fallait donc ramer contre le pouvoir et ses sbires et contre la seule organisation qui avait accès aux médias nationaux, cela faisait beaucoup mais le mouvement réussissait à prendre de l'ampleur malgré ce boulet.

Ce soutien timoré annonçait le troisième acte, la trahison. Fin novembre Juillard négociait ouvertement avec Pécresse et appelait à la fin du mouvement. Ces négociations n'ont dupé personne mais elles ont permis à la presse dans son ensemble d'annoncer la fin du mouvement alors qu'il était à son apogée. Rappelons au passage qu'une semaine après cette félonie Juillard annonçait son ralliement à Delanoë pour les municipales. Le coup de poignard était prémédité. Oser trahir à ce point un mouvement pour satisfaire une ambition personnelle est à coup sûr la marque d'un salaud d'envergure, mais ni le discrédit jeté sur cette organisation ouvertement jaune ni les mouvements d'humeur qu'elle a eu à subir ici et là ne peuvent nous consoler de l'effet désastreux qu'a eu cette trahison sur le mouvement.

Enfermés dans le blocage

Mais l'exposé de ces forces contraires ne doit pas exonérer le mouvement de regarder sans complaisance ses réussites et ses failles. Tout d'abord nous ne devons pas oublier que ce sont les étudiants eux-mêmes qui ont réussi à faire en sorte que les dangers de la LRU soient popularisés. Le volontarisme des militants de base souvent sans coordination a été déterminant- qui

l'eut cru à la mi-octobre. Et pourtant cette loi est complexe, difficile à expliquer, c'est déjà en soi une victoire que nous ayons réussi à faire naître et vivre ce mouvement face à tant de vents contraires.

D'emblée les étudiants ont opté pour le blocage des universités, mais pouvait-il en être autrement? Le souvenir de la lutte anti-CPE auxquels beaucoup avaient participé et qui s'était soldée par un recul -incomplet- de Villepin était dans tous les esprits. La réédition de cette longue période de lutte, les grèves des cheminots, d'EDF-GDF, la grève du 20 novembre ouvrait la possibilité d'un mouvement social contre la politique de Sarkozy où auraient pu converger des secteurs qui avaient tout à gagner. C'était sans compter sans les stratégies d'évitement des centrales syndicales rôdées à ce genre d'exercice. D'autre part la difficulté d'attirer l'attention des grands médias a conduit les étudiants mobilisés à choisir le blocage- on ne parle plus d'un fac en grève si elle n'est pas bloquée. On peut aussi noter que ce sont les pro-LRU qui les premiers ont évoqué le blocage et les votes sur ce thème, terrorisés à l'idée de rater quelques semaines de cours...

Mais le blocage comme unique modalité d'action présente des inconvénients qu'on ne peut évacuer sans risquer d'en reproduire les impasses. A Pau les AG de plus de 2000 personnes ont été la règle, mais sitôt l'AG terminée et le blocage voté, elles se volatilisaient et une minorité d'étudiants assumait le blocage ou participaient aux actions. Ce phénomène a été observé dans de nombreuses universités. Comment, dans ces conditions -sur un campus déserté- dialoguer, impliquer d'autres étudiants, expliquer la loi et les raisons de se mobiliser, comment mettre sur pied des actions de masse? Ces difficultés ont semble-t-il conduit les étudiants qui assumaient le blocage et l'organisation du mouvement à fonctionner en vase clos, se coupant de la masse des étudiants et ce faisant à conforter une lutte par procuration. C'est à mon sens un problème majeur parce que nos luttes ne peuvent être victorieuses que si elles impliquent un part réellement significative des étudiant favorable au mouvement. La détermination, le volontarisme sont indispensable mais pas suffisants.

D'autre part le manque d'implication des étudiants fait la part belle aux plus déterminés, aux plus engagés, c'est à dire à nous, les militants. Il est alors difficile de ne pas tomber dans le piège qui consiste à penser que nos idées -radicales, révolutionnaires- sont partagées par les étudiants qui ont voté le blocage ou encore que l'on est légitime à radicaliser un mouvement que l'on considère à juste titre comme réformiste ou réducteur. Certes ces moments de lutte sont riches, en

discussions, en prises de conscience de tous ordres, mais cela ne doit pas nous faire oublier que le mandat que s'est donné l'AG ne comporte pas à ce stade d'objectif révolutionnaire. Qui sait si la situation ne peut le devenir? Nous sommes nombreux à le souhaiter mais certains ont eu tendance à se faire happer par une dérive avant-gardiste au creux de ces occupations. Combien de fois avons-nous entendu que la lutte contre la LRU était un prétexte pour justifier telle action ultra minoritaire mais plus radicale ou encore que l'on chiait sur la démocratie aux nom d'idéaux révolutionnaires.

A Pau les AG de plus de 2000 personnes ont été la règle, mais sitôt l'AG terminée et le blocage voté, elles se volatilisaient et une minorité d'étudiants assumait le blocage ou participaient aux actions

En tant que militant de la CNT-AIT je considère que la fin dépend des moyens, que le respect de la souveraineté des AG-même imparfaites- est primordiale, que le respect des mandats est sacré. Il me semble que ce fonctionnement libertaire dans les luttes nous rend crédibles et légitimes à parler d'une société d'égaux, de liberté, de démocratie directe, parce que nous sommes cohérents, et que nous ne trahissons ni nos idéaux, ni nos compagnons de lutte dès que nous pouvons nous arroger une parcelle ô combien dérisoire de pouvoir.

Régis syndicat de Pau

Milieu étudiant : Toujours la misère

"Esclave stoïcien, l'étudiant se croit d'autant plus libre que toutes les chaînes de l'autorité le lient. Comme sa nouvelle famille, l'Université, il se prend pour l'être social le plus autonome alors qu'il relève directement et conjointement des deux systèmes les plus puissants de l'autorité sociale: la famille et l'Etat. Il est leur enfant rangé et reconnaissant. Suivant la même logique de l'enfant soumis, il participe à toutes les valeurs et mystifications du système. Ce qui était illusions imposées aux employés devient idéologie intériorisée et véhiculée par la masse des futurs petits cadres"

la bureaucratisation des Assemblées Générales de fond en comble, par l'action combinée des syndicats et organisations majoritaires a conduit à la sclérose du mouvement.

Mustapha Khayati "De la misère en milieu étudiant"

L'échec du mouvement étudiant contre la "loi de réforme des Universités" (LRU) n'est pas une défaite extérieure. L'expliquer par la seule action des étudiants anti-bloqueurs soutenus par les organisations de droite, ou par la seule "capacité de conviction" du gouvernement dans le rapport de force qui l'oppose à sa prétendue contestation, revient à s'interdire de le comprendre véritablement. Les raisons de l'échec sont à chercher du coté des formes d'organisation de cette lutte elle-même et d'un choix tactique monomaniaque ainsi que dans l'idéologie à laquelle elle est intégrée et qu'elle reproduit plus ou moins consciemment.

Les Assemblées Générales, ont été par excellence le lieu d'une telle reproduction. Ce n'est rien de moins que leur bureaucratisation de fond en comble, par l'action combinée des syndicats et organisations majoritaires, qui a conduit à la sclérose du mouvement. De ce fait, elles n'ont été qu'une pépinière de commissions, comités et pinailleries.

Exclusivement centrées sur la question du blocage, elles se sont dès l'origine, par principe, fermées à toute émergence possible d'une vision de la logique capitaliste dont toutes les lois ne sont que le produit. Elles se sont fermées à toute forme de projet véritable de société. Même aux moments les plus forts du mouvement, ou la question du blocage était acquise, au moment ou les anti-bloqueurs avaient déserté les lieux, alors que les discussions pouvaient prendre de la hauteur, les A.G. restaient aveuglément et quasi mécaniquement tendues vers l'objectif de faire voter le blocage. Leur fonctionnement effectif peut se résumer à ceci : avaliser la plupart des propositions d'un comité de lutte noyauté par les syndicats étudiants réformistes. Ce comité de lutte devenait, de fait, un comité décisionnel, en contradiction avec la souveraineté de l'AG

Ainsi les AG des étudiants telles qu'elles se sont déroulées lors de ce mouvement, loin d'être un lieu de discussions, de propositions d'organisation émanant de chacun des individus en lutte, loin d'être le lieu d'une critique sociale effective, n'ont été qu'un lieu de discours. En fait de critique et de projet de société, la seule juxtaposition de revendications partielles, dont celle du réengagement financier de l'Etat – qui ne signifie pas autre chose que la revendication, portée par les étudiants, de leur propre reconnaissance par la logique qui les écrase. Le mouvement

étudiant n'a fait ainsi que préparer purement et simplement les conditions de sa propre soumission, de son propre échec. Il faut ici souligner que le seul point des discours qui rencontrait l'adhésion des grévistes comme de leurs opposants était celui de la croyance en la valeur des diplômes et du travail qu'ils impliquent. L'illusion la mieux partagée du milieu étudiant, quelles que soient les directions politiques, ne signifie à son tour pas autre chose que la volonté d'intégration à cette froide mécanique sans sujet qu'est la logique capitaliste elle-même. Comme l'ensemble des grèves syndicalistes, celles des étudiants, de politique qu'elle était encore en 68, s'est transformée en grève revendicative dans un premier temps pour en être réduite aujourd'hui au rang de grève défensive.

Pourtant, c'était du mouvement contre le CPE que le mouvement étudiant actuel prétendait avoir tiré les leçons. Or, c'était bien contre la société capitaliste dans son ensemble, et contre les moyens que son idéologie met en oeuvre pour toujours tuer dans l'œuf toute forme auto-organisée et autodéterminée, qu'une partie des acteurs du mouvement contre le CPE s'était élevée. Malgré cela, là où les différents groupes se réclamant de la tendance "Ni CPE, ni CDI" avaient commencé à se coordonner en vue d'une critique radicale et globale du travail forcé lui-même, en vue du refus d'un avenir qui serait toujours celui de l'exploitation en bonne et due forme au-delà du seul CPE, le mouvement actuel s'est enferré dans le refus d'une seule loi qu'il s'est révélé finalement incapable de repousser, étant d'ores et déjà au pied du mur.

Force est donc de constater que le bénéfice des leçons, des avancées en matière d'organisation et de modes d'action, n'a pas profité pour cette fois. La seule "leçon" retenue a été d'ordre tactique. Mais retenue ne veut pas dire comprise ; tout au contraire. La tactique des blocages, expérimentée lors du CPE, avait certes largement contribué au succès du mouvement. Mais ce succès a été le produit non des blocages en eux-mêmes mais de la critique générale du système dans laquelle ils s'inscrivaient. Ne retenant de cet ensemble que l'outil, convaincus qu' "à moins de cent" on pouvait bloquer, par tous les temps, une fac de 30 000 étudiants, une partie du mouvement s'est obstinée à jouer la carte du blocage pour le blocage. Peut-être espéraient-on comme cela "radicaliser" les étudiants en lutte. En fait, ce sont les non-grévistes qui se sont radicalisés, organisés (d'ailleurs efficacement) et opposés au blocage jusqu'à le faire sauter. Ce que les organisations d'extrême-droite n'avaient pu réaliser, une tactique faussement révolutionnaire (puisque déconnectée de son fond idéologique) est parvenue à le faire.

Force est donc de constater que le bénéfice des leçons, des avancées en matière d'organisation et de modes d'action, n'a pas profité pour cette fois

Dans une situation sociale générale explosive, certains étudiants ont tout de même cherché à sortir de la fac, à unir leur mouvement à celui des travailleurs en lutte. Les tentatives faites dans ce sens n'ont jamais rencontré le soutien qu'elles méritaient, et la volonté "d'élargir le mouvement" est restée lettre morte. L'étape actuelle du mouvement étudiant se clôt donc par un triple échec : idéologique, organisationnel et tactique. Cet échec est aussi le nôtre. Bien qu'ayant analysé assez rapidement la situation et compris l'impasse tactique dans lequel le mouvement s'enfermait, nous n'avons pas été en capacité d'en modifier le cours. Il nous semble cependant que les trois lignes de force qui se dégagent en creux de notre critique (inscription de la lutte dans une analyse du système, organisation d'assemblées populaires, souplesse tactique) sont de nature, si nous parvenons à les porter comme il convient, à modifier la suite des événements. Car il y aura bien d'autres événements…

Julien. Syndicat de Toulouse

NB : Cet article fait référence à la situation toulousaine

Vénézuela: La parole aux libertaires vénézuéliens

"El Libertario est une publication bimensuelle puisant son inspiration de la pensée antiautoritaire de l'anarchisme et réalisée par un groupe affinitaire d'individus ouvert à la participation de toute personne ayant des aspirations libertaires. Nous essayons d'y maintenir une atmosphère de respect mutuel et dénuée de sectarisme. 49 numéros sont déjà parus depuis 1995. Le critère principal qui nous unit en tant que groupe affinitaire est l'idéal libertaire ou anarchiste, qui postule la création d'une société basée sur la démocratie directe, la justice sociale, l'autogestion, l'entraide et le contrat libre, sans autoritarisme de loi ou de force."

Cet article est tiré de Libertario, périodique libertaire vénézuélien. Il a été traduit par le STB

Impossible de lire ou d'entendre des médias dominants à propos du Vénézuela et des événements qui s'y déroulent autre chose que les manipulations réactionnaires de socio-démocrates terrorisés par l' «gorille bolivarien[…] antisémite » (A.Adler le figaro 18-04-2004-). Les caricatures, les procès d'intention ne résistent pas longtemps à l'analyse. D'autre part difficile de s'extasier comme le font beaucoup trop de médias dits alternatifs devant la construction d'un pouvoir personnel, les accointances ahurissantes du personnage… Que penser?
Le plus simple et le plus direct nous a semblé de solliciter des compagnons libertaires qui au quotidien luttent au Venezuela.
Voici donc la traduction de deux articles de LIBERTARIO, le premier sur la nature même du régime et le second sur la réforme constitutionnelle au sujet de laquelle on a pu entendre tout et son contraire et qui a finalement été repoussé par les vénézuéliens qui se sont rendus aux urnes le jour dit.

A ceux qui ne veulent pas entendre: Chavisme et anarchisme au Venezuela aujourd'hui

Voici la réponse argumentée de El Libertario aux litanies habituelles de la droite rustique ou de cette gauche des concessions qui, au Venezuela et ailleurs, semble aveuglée par le mirage pseudo-révolutionnaire du chavisme. On devrait, pourrait et voudrait en dire davantage sur ce thème, mais voici pour le moment un condensé de notre point de vue, déjà exprimé auparavant, mais qu'il n'est pas moins nécessaire de rappeler aujourd'hui.

- **Hugo Chávez parle de socialisme, de souveraineté populaire et de participation. Pourquoi être contre, si ces concepts coïncident avec l'idéal anarchiste ?**

Les arguments de Chávez sont bien choisis. Mais il a lui-même dit qu'il valait mieux tenir compte de ce qu'il faisait et non de ce qu'il disait. Son « socialisme du XXIème siècle » n'est pas autre chose, dans les faits, qu'un paternalisme et un capitalisme d'État basés sur la richesse du revenu pétrolier. La souveraineté populaire dont il parle, c'est en réalité la souveraineté d'une élite constituée de militaires, de multinationales et de la « bourgeoisie bolivarienne » récemment constituée. Il suffit de voir les pouvoirs extraordinaires récemment octroyés à la Présidence, ou le musellement de certains de ses alliés ayant exprimé des réserves face à sa décision de constituer un parti unique officiel, pour se faire une idée de ce que le Commandant entend par participation. L'anarchisme n'accepte aucun leader permanent et omnipotent. Il n'accepte que les délégués contrôlés de façon permanente par ceux qu'ils représentent ponctuellement : voilà l'expression de la souveraineté et de la participation populaire. Ce n'est sûrement pas l'expression du processus ayant cours actuellement, ni d'aucun autre basé sur un pouvoir hiérarchique permanent et sur l'État.

- L'intention affichée de ce gouvernement est de faire une révolution pacifique et démocratique. Pourquoi ne pas attendre que la révolution soit bien en marche avant de juger tout le processus ?

Chávez parle d'une révolution, mais ses beaux discours ne suffisent pas à démontrer qu'il la fait et qu'on doit l'aider dans cette tâche. Trop de tyrans et de démagogues sur ce continent ont déclaré la même chose sans qu'il y ait aucune raison réelle de les soutenir. Au Venezuela, il y a eu "révolution" dans le sens où notre mode de vie a été modifié à de nombreux points de vue ; mais ce que l'on voit en termes de construction ne nous encourage pas à soutenir le processus en cours. Permettre sa consolidation, c'est rendre les choses plus difficiles à changer ensuite, car les changements que les anarchistes veulent amener vont dans un sens tout différent de celui pris par ce « processus » qui, pendant plus de 8 ans, s'est révélé autoritaire, bureaucratiquement inefficace, structurellement contaminé par la corruption, et mettant en œuvre des orientations, des personnages et des comportements que nous ne pouvons cautionner.

- Bien que le projet soit différent du projet proposé par les libertaires, le chavisme appelle à renverser l'oligarchie et l'impérialisme. Pourquoi ne pas établir d'alliances stratégiques avec le pouvoir et essayer, plus tard, une fois le régime oligarchique et la menace impérialiste renversés, de faire la révolution anarchiste ?

Les alliances stratégiques sont le mode d'action politique utilisé par un groupe d'alliés pour prendre le contrôle de l'État. Les anarchistes cherchent au contraire à dissoudre l'État avec la participation de tous. Le renversement de ce qu'on appelle la réaction et l'oligarchie (concepts utilisés à des fins évidentes de propagande) ne ferait que consolider au pouvoir ceux qui ont gagné. Naîtrait alors nécessairement une nouvelle oligarchie, car telle est la logique du pouvoir étatique, comme on l'a vu en URSS, en Chine ou à Cuba. Cela rendrait encore plus difficile une révolution à caractère anarchiste, et l'Espagne de 1936 en constitue un parfait exemple.

Il est également inexact d'affirmer que le projet de Chávez va à l'encontre d'une logique de coup d'État, puisque son but premier a été de réaliser un coup d'état militaire et qu'il adopte le même langage et les mêmes pratiques que l'armée. La lutte contre le gouvernement de la minorité (oligarchie), dans le cadre d'un État, ne consiste qu'à remplacer un petit groupe de personnes par un autre. Quant à la lutte contre l'impérialisme, les politiques proposées et mises en œuvre dans les secteurs du pétrole, des mines, de l'agriculture, de l'industrie, ainsi que les politiques sur le travail etc., constituent toujours les fers de lance de l'Empire et non ses adversaires *(Pour plus d'informations sur les liens stratégiques avec le capital transnational et les intérêts impérialistes, voir les publications de El Libertario www.nodo50.org/ellibertario).*

Les Conseils de Travailleurs dans les entreprises, sont plutôt une façon d'empêcher la naissance d'un syndicalisme indépendant.

- Le gouvernement vénézuélien annonce aujourd'hui un développement important du pouvoir communal passant par la cession massive de pouvoirs aux Conseils Communaux, aux organisations communautaires et horizontales de participation populaire. Les anarchistes soutiennent-ils ces structures de base ?

Ce qu'on commence déjà à constater avec l'instauration et le fonctionnement des Conseils Communaux, c'est que leur existence et leur capacité d'action dépendront avant tout de leur loyauté à l'égard de l'appareil gouvernemental, ce qui s'est déjà traduit par l'octroi, au Président, de la faculté juridique de décider quelles organisations sont légitimes ou non, comme le prévoit la loi. Et au Venezuela, on a souvent vu de ces groupements de base (comme les syndicats, pour ne prendre qu'un exemple) recevant le courant d'en haut, comme les tramways… Il existe, certes, de réelles tentatives de groupement de la base vers le sommet, comme les associations de quartiers, de paysans, de peuples indigènes, d'étudiants, les associations culturelles et écologistes, etc., mais celles-ci n'éveillent pas vraiment la sympathie des institutions. Nous pensons que la soumission légaliste, fonctionnelle et financière des Conseils Communaux au pouvoir étatique constituera un obstacle de taille à la construction d'un mouvement de base autonome. C'est valable également pour les Conseils de Travailleurs dans les entreprises, dans lesquels on peut plutôt voir une façon d'empêcher la naissance d'un syndicalisme indépendant.

- Pourquoi les anarchistes critiquent-ils

"Chaque numéro est produit avec la collaboration volontaire de ceux qui pensent qu'il est important de faire circuler un journal pédagogique de contre-information produit de manière autonome, ne recevant aucun financement d'aucune structure de pouvoir, et fonctionnant sur la base des décisions prises librement par ceux qui y participent. Ici, il n'y a ni leaders ni chefs, car nous avons mis en place un processus d'apprentissage et de débat continus servant à consolider un réseau antiautoritaire d'action sociale sur ce qui nous entoure. Nous essayons de divulguer, le plus largement possible, la théorie anarchiste et l'action menée par les anarchistes en Amérique Latine et dans le monde entier, et de soutenir toutes les tentatives de fonctionnement libertaire dans les mouvements sociaux auxquels nous participons."

"Nous n'acceptons aucun type de subvention provenant de structures étatiques ou de toute autre institution autoritaire. Nos activités sont autogérées à 100%. C'est pour cette raison qu'une tâche essentielle pour El Libertario est d'assurer sa distribution et son autofinancement. Nous comptons pour cela sur la solidarité de ceux qui, au Venezuela ou ailleurs, partagent et soutiennent notre travail."

Pour les contacter , écrire à :
RAUL FIGUEIRA
Apartado Postal 128
Carmelitas,
Caracas,
VENEZUELA

les Forces Armées Vénézuéliennes, d'origine clairement populaire et nationaliste, et leur capacité à soutenir un projet révolutionnaire ?

Dans toute armée moderne, de l'Europe des XVIIème et XVIIIème siècles à l'Amérique Latine d'aujourd'hui, le gros des troupes armées est constitué par des conscrits recrutés dans les milieux populaires. Mais malgré ces origines sociales, la raison d'être de l'armée est la défense d'une structure de pouvoir et de ses détenteurs. Elle ne pourra donc jamais soutenir une révolution en faveur des opprimés. Tout au plus remplacera-t-elle un personnage par un autre ainsi que certaines règles de cette structure, mais elle ne l'éliminera pas car le commandement et l'obéissance lui sont inhérents. C'est pour cela que nous ne soutenons aucune armée, aucune police, aucune structure de privilégiés qui puisse utiliser à son profit la force et les armes contre d'autres personnes.

L'anarchisme condamne aussi le nationalisme car il implique de se soumettre aux intérêts d'un groupe de personnes que l'on considère comme différentes, et même supérieures aux autres, dans le cadre artificiel d'un État et d'un territoire-nation. Nous sommes ennemis de tout type de privilèges de naissance, d'ethnie, de culture, de religion ou de lieu d'origine. En outre, le bilan que l'on peut tirer de l'histoire militaire vénézuélienne parle de lui-même : institutionnalisée par le tyran Gómez pour liquider les aspirations fédérales régionales, l'armée est renforcée dans sa vocation répressive pendant la lutte contre l'insurrection de gauche dans les années 1960, et c'est encore l'armée qui commet le massacre de février 1989.

- Les anarchistes vénézuéliens seraient-ils des « escualidos » (surnom donné par le régime chaviste pour désigner ses opposants) et sont-ils en faveur de l'opposition social-démocrate et de droite ?

"escualidos »* est un qualificatif nettement médiatisé, méprisant dans son utilisation politique officielle et ressemblant fort à une invective qui ne dit absolument rien des personnes qu'il qualifie. Mais si l'on veut désigner par là ceux qui refusent de brader leur liberté et leur autonomie pour se soumettre au règne autoritaire d'une personne, d'un parti, d'une idéologie, alors c'est ce que nous sommes. Mais si, par ce terme, on veut désigner ceux qui soutiennent des courants proches du libéralisme économique, dont les élites font preuve d'un mépris presque raciste envers la majorité, et qui se cachent derrière le paravent de la démocratie représentative ou prônent le retour à des formes d'organisation sociopolitiques déjà expérimentées par le passé, alors nous n'en sommes pas. En effet, nous ne soutenons ni le régime de Chávez ni ses concurrents électoraux. Nous pouvons parfois coïncider ponctuellement dans des actions ou déclarations avec les uns et les autres, mais nous nous opposons dans le fond à la plupart des faits et discours des uns et des autres. Nous condamnons la frustration répétée des espoirs entretenus par les personnes ayant soutenu Chávez, mais nous refusons de cautionner les manœuvres politiciennes de la bande d'opportunistes qui se sont octroyé le rôle d'opposants institutionnels. Et surtout, nous ne pouvons pas, pour des raisons de principe, soutenir ceux qui basent la recherche d'une vie meilleure sur la soumission des personnes à la hiérarchie de l'État, comme prétendent le faire les deux camps.

- Certains libertaires défendent la politique de Chávez. Ne serait-ce pas contraire à l'esprit antidogmatique de l'anarchisme que de dire d'eux qu'ils sont moins libertaires ?

L'anarchisme n'est pas un état animique. C'est une façon de se confronter aux circonstances sociales changeantes en recherchant le bonheur de chacun dans le bonheur de tous, à l'aide des propositions faites par des personnes concrètes et qui sont discutées, adoptées ou rejetées par les autres à un moment et à un endroit donnés. N'importe qui peut se dire anarchiste ; nous n'avons pas de carte qui puisse nous identifier comme tel et ce n'est pas marqué sur notre état civil. Seule l'interaction avec les autres peut nous définir, et ce sont les autres anarchistes qui nous déterminent

**Escualido:faible, looser, terme péjoratif des partisans de Chavez contre les opposants*

comme appartenant ou non au mouvement anarchiste, suivant notre comportement et nos idées. Mais, comme nous ne sommes pas parfaits, nous pouvons parfois adopter des comportements ou défendre des idées que le groupe n'approuve pas. Cela ne nous rend pas plus ou moins anarchistes, mais différents, bien que, parfois, la différence soit telle qu'elle devient insupportable pour les autres, qui cessent alors de nous reconnaître comme appartenant au groupe.

- Les anarchistes ne font que critiquer sans rien construire. Quelles propositions font-ils pour influer positivement sur la réalité vénézuélienne actuelle ?

Notre lutte n'est ni conjoncturelle ni circonstancielle. Elle prône une nouvelle organisation de la vie collective et individuelle, dans laquelle l'action directe et l'autogestion nous permettraient de reprendre notre vie en mains. Pour cela, nous devons être capable d'un apprentissage sincère et honnête par l'étude et la relation aux autres, de prendre conscience que notre liberté s'étend avec celle des autres, de respecter le principe d'égalité, les différences ne devant pas être prétexte à instaurer une hiérarchie quelconque entre les personnes, et de garder toujours à l'esprit que notre vie dépend de celle des autres. C'est pour cela que nous devons tenir compte, en priorité, des intérêts des autres pour qu'ils puissent, à leur tour, répondre favorablement aux nôtres. C'est la condition d'une vie satisfaisante. Chacun/e de nous vit sa vie et en est responsable face aux autres et à soi-même, et il ne faut attendre notre « salut » de personne. Il n'existe donc pas de recette miracle pour cette réalité sociale (ou toute autre), les propositions et actions pour la transformer devant être le résultat d'un effort collectif conscient et continu, auquel les anarchistes essaient déjà d'apporter une contribution enthousiaste, en promouvant et en encourageant la réappropriation, par les mouvements sociaux, de l'autonomie nécessaire à la création d'un espace favorable au développement des idées anarchistes de liberté, d'égalité et de solidarité.

Par mail :
<ellibertario@nodo50.org>
<ellibertario@hotmail.com>

Notre page web :
<www.nodo50.org/ellibertario> (avec section en anglais).

Notre local :
Centro de Estudios Sociales Libertarios
Calle Blasina,
esquina San Luis,
Sarria, Caracas,
Venezuela.
<www.centrosocial.contrapoder.org.ve>

Les insurgés face à la réforme constitutionnelle

Plusieurs organisations et individus du Venezuela, impliqués au sein de différentes luttes sociales et possédant diverses approches de la gauche critique et anti-autoritaire, ont convergé dans l'espace INSURGENTES (INSURGÉS) et ont pris position en ce qui concerne la "réforme" proposée initialement par le Président de la République, Hugo Chávez.

Les constitutions, dans tous les pays, reflètent toujours les rapports de force entre les differentes classes sociales qui composent une société. La « réforme » qui est proposée aujourd'hui donne corps au triomphe obtenu par le capital transnational durant le coup d'Etat et le sabotage pétrolier de 2002-2003 qui s'est concrétisé par la mise ne conformité des Entreprises Mixtes et la livraison de nouvelles concessions minières et pétrolières au capital étranger.

La « réforme » proposée par le Président , les modifications apportées par l'Assemblée Nationale et celles qui s'annoncent s'inscrivent dans un plan de réajustement du capital mondial pour renverser les obstacles qui l'empêchent d'augmenter ses profits à travers le contrôle des sources de richesse énergétiques et minières, de la libre circulation du capital, des biens et des services. C'est ce qu'on a appelé la globalisation ou la mondialisation de l'économie, revendiquant la nature prédatrice du capital mondial.

Le Venezuela, comme pourvoyeur énergétique, minier et de devises se

Cet article a été publié en Espagnol dans le numéro 340 de décembre 2007 de CNT, organe confédéral de la CNT espagnole, section espagnole de l'AIT

Il a été traduit par le Syndicat des Travailleurs du Béarn de la CNT

convertit ainsi en un soutien de l'économie capitaliste complètement intégré dans le modèle civilisateur, pervers et génocidaire donnant un coup de pouce vital à la rentabilité des grandes entreprises énergétiques et minières.

Pour participer au soi-disant Pouvoir Populaire, il est obligatoire d'être inscrit à l'une des des organisations selectionnées par le Pouvoir Executif National

L'objectif principal que poursuit le grand capital avec cette réforme est de donner un rang constitutionnel à la propriété mixte entre l'Etat National et le capital privé (via les Entreprises Mixtes) ce qui implique une remise de la souveraineté au transnational et aux gouvernements étrangers non seulement dans le domaine pétrolier mais aussi dans le domaine minier et dans tout le service public.

Ainsi se légalise ce qui s'est passé à l'Assemblée Nationale en 2006 quand sans aucune consultation elle a approuvé le « Contrato Marco de las Impresas Mixtas » . De cette façon, les entreprises transnationales sont passées du rôle de prestatrice de service à celui de propriétaire de 40% des hydrocarbures se trouvant dans le sous-sol du Vénezuela. Ceci expique l'essence de la « réforme » et explique la rapidité avec laquelle on veut que le peuple légitime électoralement cette nouvelle escroquerie politique.

On reprend la vielle bannière de la réduction de la journée de travail, pour ajuster les conditions de travail aux exigences du capital mondialisé

Une fois atteint cet objectif primordial, le capitalisme global permettra au gouvernement bolivarien une série de changements complémentaires pour assurer l'approfondissement et la stabilité du nouveau modèle. A partir de ce moment, la propriété mixte Etat-Capital International devient la base éconmique de toute la société non seulement dans l'industrie pétrolière mais aussi dans toutes les branches de l'économie.

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement a la necessité d'introduire entre autres les changements suivants:

1-concentration du pouvoir entre les mains du Président de la République, en flagrante contradiction avec le principe de participation populaire.

En effet, dans la réforme proposée on octroie au Président les pouvoirs les plus étendus qui ne sont soumis à aucun contrôle: chef de l'Etat, chef du gouvernement, chef du Trésor Public et du budget national, sousripteur et ratificateur des Accords et Traités internationaux, Chef suprême de la force armée avec le pouvoir d'intervenir sur toutes les unités et de décider des promotions des officiers, Autorité responsable de la création et du contrôle de nouvelles entités territoriales et de pouvoirs publics, Autorité en charge de la distribution des budgets pour les missions, il nommera les vice-présidents, il établira et disposera des reserves internationales ,Contrôleur et directeur du Conseil National du Gouvernement et du Conseil d'Etat, il établira et dirigera personnellement le Plan de Développement du Pays.[...]

L'intention d'attribuer au Président de la République la faculté de nommer les autorités locales et régionales constitue une usurpation du droit de choisir ses représentants et se retrouve en flagrante contradiction avec la proposition de l'article 70 qui propose d'élire les responsables des charges publiques. En fait, le Président détiendra ce droit en toute complicité avec l'Assemblée nationale et le reste des pouvoirs publics.

2-bureaucratisation et contrôle du mouvement populaire

L'Etat norme et réglemente en un format unique et obligatoire de participation ce qu'on appelle le Pouvoir Populaire, créé et administraté par les pouvoirs établis. Le Pouvoir Exécutif National dirige entièrement la dynamique communautaire en vue de lui arracher l'autonomie que détenaient historiquement les mouvements sociaux au Venezuela. [...]

Pour participer au soi-disant Pouvoir Populaire, il est obligatoire d'être inscrit à l'une des des organisations selectionnées par le Pouvoir Executif National, ce qui présuppose de fait la perte du droit à la libre organisation et à la libre participation contenues dans l'article 67

3-On légalise la dérégulation ou la flexibilité de la main d'oeuvre, et on la présente aux travailleurs comme une avancée révolutionnaire pour qu'ils approuvent la "réforme".

On reprend la vielle bannière de la réduction de la journée de travail, pour ajuster les conditions de travail aux exigences du capital mondialisé, qui dépend moins chaque jour du travail pour accumuler le capital. Les grandes multinationales ont réussi à imposer progressivement la flexibilité du temps de travail, rémunéré pour les heures

www.insurgentes.org.ve - contacto @insurgentes.org.ve

travaillées, de façon à se débarasser de l'obstacle que sont devenus les travailleurs dans cette nouvelle réalité mondiale.
La Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela (CRBV)[celle de 1999, NdT] envisageait dans son article 90, la réduction de la journée de travail sans nécéssité de devoir le réformer; dans l'article 86, l'établissement d'un système national de sécurité sociale gratuit, universel et public; dans l'article 92 et la quatrième disposition transitoire, la rétroactivité des prestations sociales à travers des lois spéciales que le gouvernement était obligé de promulguer. Le temps libre promis aux travailleurs et travailleuses à l'article 90 de la réforme devait être programmé et organisé par les patrons, mais avec la modification réalisée par l'Assemblée nationale, cette fonction sera désormais réservée à l'État.

4- la société vénézuellienne se militarise

Avec cette réforme se consolide le projet impérial d'utiliser une fois de plus les militaires sud-américains comme des agents contrerévolutionnaires, réprimant les conflits internes et actifs dans le combat anti-drogue. Cela se cristalise en incorporant au rôle de la Force Armée Bolivarienne-la milice populaire bolivarienne inclue- les missions du maintien de l'ordre public et de la paix interne, et des fonctionsde police administrative et d'investigation pénales.

Cette dimension des changements proposés affectera et aggravera directement la situation des Droits de l'Homme au Venezuela. La militarisation existante dans tous les domaines de notre société n'est rien moins que le prélude à l'établissement d'un Etat Totalitaire, clairement explicité dans la réforme et déjà en vigueur dans le Code pénal ainsi que dans la Loi sur la police nationale et contre le terrorisme aprouvées au niveau de l'éxécutif. Ces lois sont l'instrumentalisation pratique politico-policière de la "réforme" qui garantit au Capital, la paix et la sécurité nécessaire au développement de ses affaires. Ainsi la modification de l'article 337 de la constitution de 1999 rend possible la suspension du droit à l'information et le procédure normale durant l'état d'exception, ce qui signifie que l'on donne un rang constitutionnel à la doctrine pénale de l'état policier. En bref, l'État vénézuélien, fidèle à son histoire de répression, ratifie une fois de plus le monopole de l'exercice de la violence contre sa population, comme cela se podruisit lors des massacres du Caracazo, El Amparo, Yumare, Cantaura, La Paragua, Alto Llano dans l'État d'Apure, Barrio Kennedy, incluant également le massacre d'avril 2002 perpétré par les deux parties.

La militarisation existante dans tous les domaines de notre société n'est rien moins que le prélude à l'établissement d'un Etat Totalitaire

Dans cet objectif, le Ministère de la défense a annoncé l'entraînement de cinq mille franc-tireurs pour « sauvegarder les intérêts

de l'État socialiste en particulier dans des cas où l'ordre public pourrait être perturbé attentant ainsi à la tranquillité normale de la cité et spécialement lorsque la sécurité présidentielle est en jeu », ce socle permettra d' intensifier la répression, neutraliser et écraser n'importe quelle manifestation de protestation populaire contre les violations de l'État.

l'État vénézuélien, fidèle à son histoire de répression, ratifie une fois de plus le monopole de l'exercice de la violence contre sa population

L'essence capitaliste de l'état vénézuelien ne se réforme pas mais s'intensifie.

La Constitution Bolivarienne du Venezuela de 1999, par les articles 299,301,303 octroie à l'initiative privée jointe à celle de l'état le rôle de promouvoir

le développement du pays; elle octroie de même à l'investissement étranger les mêmes traitements et avantages qu'au capital local tandis que les entreprises mixtes de l'industrie pétrolière sont institutionnalisées; ces articles, essence du régime socio-économique du pays, n'ont pas été modifiés dans la « réforme » proposée par le Président. Il est important de souligner que les membres de l'assemblée par un écran de fumée, tentent d'occulter la véritable essence de la nouvelle constitution, en modifiant seulement en surface les articles 299, 301 et 303 conservant ainsi le fond néolibéral et capitaliste de l'ordre existant contenu explicitement dans les articles réformés 112, 113 et 115. Ils se sont limités à changer et substituer quelques mots maintenant l'intention première, par exemple dans l'article 301 ils ont éliminé le paragraphe final dans lequel on donnait le même rang aux entreprises étrangères qu'aux entreprises nationales, mais dans le même temps, on donne un statut constitutionnel aux entreprises mixtes qui existent déjà et qui continuent de se crééer avec des entreprises multinationales et avec des pays et des gouvernements étrangers.

Avec la « réforme », on reconnaît constitutionnellement aux multinationales la propriété d'une bonne partie (jusqu'à 49%) de nos réserves minières et pétrolières.

Toutes ces entreprises ainsi que les gouvernements sont assujettis au droit international, violant ainsi l'article 13 de la CRBV qui spécifie textuellement:" Le territoire national ne pourra jamais être cédé, transgressé, loué, ou aliéné, temporairement ou partiellement, à des Etats étrangers ou à d'autres sujets du droit international ».Par exemple, il est inconstitutionnel d'établir des entreprises mixtes avec les gouvernements de Cuba, de la Colombie, du Brésil, du Panama, du Nicaragua, de l'Iran, de l'Algérie, de la Chine, du Vietnam entre autres et également avec des entreprises comme Chevron, Gazprom, Repsol, BP, China petroleum, Lukoil, Mitsubishi, etc.

Les altérations aux articles 112, 113 et 115 proposées dans la « réforme » sont faites précisément pour donner une rang constitutionnel à la création d' entreprises mixtes dans l'ensemble des branches de l'économie nationale, initiée par ce que l'on a appelé l'ouverture pétrolière dans les années 1990. Avec la « réforme », on reconnaît constitutionnellement aux multinationales la propriété d'une bonne partie (jusqu'à 49%) de nos réserves minières et pétrolières.

Ceci explique l'opiniatreté du gouvernement pour accélérer la modification de la Constitution garantissant ainsi le rôle assigné à notre pays dans la division internationale du capital et du travail par les centres mondiaux de domination: il ne s'agit de rien d'autre que de mettre à leur disposition une main d'œuvre bon marché ainsi que les ressources naturelles du pays.

Les projets des entreprises mixtes pétrolières et minières impliquent la destructiond'un million de km^2 (incluant 5000 mille km^2 de territoire maritime) qui seront soumis à l'exploration et à l'exploitation pétrolifères, avec des conséquences écologiques connues. La dernière réserve de pêche située entre l'île

de Margarita, Los testigos et port Sucre sera détruite par le projet gazier Gran Mariscal de Ayacucho (CIGMA). Le plan minier national exposé par le président implique 52 % du territoire national, principalement dans des zones de grande biodiversité comme le sont les états de Bolivar, Amazonas, Delta Amacuro, Sierra de Pejiraet les Andes. En ne considérant que Perija on a calulé que les concessions faites aux multinationales du charbon mettent en danger 500 000 hectares de forêt et 7 millions de tonnes de végétation primaire.

L'impact environnemental qu'implique la proposition de réforme est un immense écocide qui touchera tout le pays. Il est inscrit dans les projets du capital international à travers ce qu'on appelle l'"Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-américaine" (IIRSA). Ce plan de destruction est prévue dans la Loi sur les Mines approuvée par l'assemblée Nationale et qui sera effective au moyen de la Loi d'Habilitation du Président de la Republique.

Nous considérons qu'il ne s'agit pas d'une simple « réforme », nous sommes devant des modifications qui portent atteinte et transgressent les principes fondamentaux établis dans les premiers articles de la Constitution.

En résumé, on veut établir que la constitution, en tant que norme juridique suprême, garantira la possibilité de gouverner, à travers la réélection indéfinie, la militarisation de la société, la fléxibilité des conditions de travail(avec la perte progressive des droits des travailleurs), la concentration du pouvoir politique entre les mains du Président de la République et le contrôle du mouvement populaire, mesures exigées par les centres mondiaux du pouvoir.

Cette réforme de la constitution ne résoudra pas les problèmes d'insécurité, d'impunité, de chomage, du logement, de la santé, de l'éducation, du machisme, de la violence domestique et contre les femmes, les carences de la protection sociale qui accablent les Vénuzuéliens et les Vénézueliennes, spécialement ceux les plus opprimés et exploités. Ces maux propres au développement du capitalisme au Vénézuela, se sont approfondis ces neuf dernières années, à cause de la corruption, de l'improvisation et de l'inefficacité de ce gouvernement, alors qu'il dispose avec les énormes ressources de la rente pétrolière de la plus grande prospérité fiscale qu'ait jamais connu notre pays.

La lutte permanente contre tous les pouvoirs établis est la seule façon de parvenir à l'accomplissement des droits que l'on dits universels, indivisibles et inaliénables, pour qu'ils ne soient pas que des mots sur un papier et qu'ils se traduisent au contraire dans les faits. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule dans son article premier "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité." Les droits de l'Homme ne se négocient pas avec le capitalisme et ce, dans aucun contexte et dans aucune circonstance. Avec cette réforme, le pouvoir étatique prétend confisquer les droits conquis à travers les luttes par le peuple vénézuélien.

Cette réforme est un déguisement pour que s'implante un capitalisme d'état militarisé, suivant les modèles cubains et chinois

Donc, nous appelons tous les ouvriers et ouvrières, paysans et paysannes, étudiants et étudiantes, autochtones, exclu-e-s, intellectuel-le-s, tous ceux privés de liberté ainsi que tous les réseaux sociaux, c'est-à-dire l'ensemble du peuple vénézuélien, à rejeter la « réforme ». Cette réforme est un déguisement pour que s'implante un capitalisme d'état militarisé, suivant les modèles cubains et chinois garantissant ainsi aux administrateurs locaux de la globalisation une plus grande efficacité dans l'exercice servile de leur fonction.

Seules les luttes sociales du peuple et de ses organisations véritablement indépendant de n'importe quel pouvoir constitué, peuvent mener à bien les changements que la société vénuzuellienne réclame depuis l'arrivée sur ces terres de ce qu'on appelle la "civilisation occidentale".

Caracas, le 30 octobre 2007

Les membres adhérants à l'espace Insurgentes du Venezuela:
Le Collectif Pueblo y Consciencia (Maracay), La Cruz Negra Anarquista de Venezuela, le groupe Soberania, le journal El Libertario, le groupe Defensores de Bolivar, Ágora27-UCV, Tercer Camino, Cecavid (Lara), Justicia y Paz (Aragua), El Conuco de la Vida (Trujillo), La Libertaria (Biscucuy). Domingo Alberto Rangel, Migdalia Valdez,[...]Luis Cipriano Rodríguez, Rodolfo Rico.
(d'autres s'ajoutent quotidiennement)

21 jours de grève des nettoyeurs et nettoyeuses du métro de Madrid

Du 17 décembre au 6 janvier, le métro de Madrid a été le théâtre d'une importante grève impliquant l'ensemble du secteur du nettoyage, soit 1'500 personnes. Cette grève, convoquée par tous les syndicats (UGT, USO, CGT, CNT-AIT, SUT) à l'exception des Commissions Ouvrières (CCOO), revendiquait notamment la stabilité de l'emploi, un complément salarial pour toxicité et dangerosité du travail, la semaine de 35 heures, le versement complet du salaire dès le premier jour de maladie, une protection pour les femmes enceintes et surtout l'unification des salaires à la hausse. Au cours de la lutte, s'est ajoutée la revendication de la réintégration des camarades licencié-e-s.

Dans le métro de Madrid, quatre entreprises concessionnaires se partagent l'adjudication du secteur du nettoyage. Les différences salariales d'une entreprise à l'autre peuvent atteindre plus de 300 euros. Par ailleurs, une majorité des salarié-e-s sont précaires.

La grève a été exemplaire en ce qui concerne la mobilisation, mais aussi très dure : menaces, notamment du gouvernement régional de ne pas renouveler les concessions des entreprises concernées ; violences et arrestations lors des piquets de grève ; licenciements ; criminalisation des grévistes dans les médias, etc.

Finalement les entreprises ont cédé sur une grande partie des revendications :

- réadmission de tous les licencié-e-s ;
- unification des salaires ;
- création immédiate de 110 contrats de travail de durée indéterminée ;
- intégration progressive à des postes fixes des salari-é-s précaires employés en décembre 2007 en fonction de l'ancienneté ;
- engagement à limiter à l'avenir à 20% au maximum le nombre des intérimaires.

la dangerosité du travail n'est pas reconnue, mais un « plus » salarial de 120 euros sera octroyé progressivement jusqu'en 2011.

Ceci dit, à la fin des négociations, les patrons ont sorti de leur manche une clause de « paix sociale » qui engage les signataires à renoncer à toute mobilisation et grève jusqu'en 2011. Cette clause a été négociée directement par les dirigeants de l'UGT et de la CGT lors d'une réunion avec le patronat tenue en marge du comité de grève. Deux des syndicats présents au sein de ce comité, le SUT et la CNT-AIT, ont alors refusé de signer le préaccord qui a malgré tout été accepté par une majorité des grévistes réunis en assemblée.

Extraits d'une interview* d'Antonio Morillo, représentant de la CNT-AIT au sein du comité de grève des nettoyeurs et nettoyeuses du métro de Madrid

Question : quelle conclusion pouvons-nous tirer de l'accord ratifié par une grande majorité des travailleurs ?

Antonio Morillo : l'accord améliore les conditions économiques des plus précaires (…) garantissant aux gens qui ont

Cet article nous a été transmis par des compagnons du syndicat CNT-AIT de Grenade et traduit par leur soin Qu'ils en soient remerciés ici.

** Interview disponible sur Internet : Voir également les communiqués sur le site du syndicat oficios varios de la CNT de Madrid : http://www.cnt.es/sovmadrid/*

participé à la grève la continuité du travail et, à terme, un emploi fixe.

Q. : que signifie la signature de la paix sociale ?

A. Morillo : (…) La paix sociale signifie qu'il ne sera pas possible de lutter pour les revendications qui n'ont pas été obtenues (…). Nous aurions signé l'accord s'il avait laissé la porte ouverte à l'utilisation de l'action directe dans les luttes à venir. De plus, les statuts de la CNT disent clairement qu'on ne signe aucune paix sociale.

Q. : Quelle a été l'attitude des travailleurs durant la grève… ?

A. Morillo : sachant qui travaille dans le nettoyage du métro de Madrid : surtout des personnes qui n'avaient jamais participé à aucune lutte auparavant, [on peut dire que] les travailleurs ont eu un comportement exemplaire. Surtout en tenant compte du fait qu'il y a beaucoup de problèmes économiques, parce que les salaires sont bas. Le « prototype » de l'employé-e du nettoyage est une mère seule avec des enfants ou un travailleur immigré. Il y a aussi des jeunes conscientisés et quelques compagnons des luttes historiques de 1978.

Nous avons fait des choses qui n'avaient jamais pu se faire auparavant, comme une caisse de résistance. Jusqu'ici chacun « appartenait » à une ligne du métro. Maintenant nous sommes tous de toutes les lignes (…) je pense que ce conflit a beaucoup apporté à l'heure de ressentir l'unité des travailleurs.

(…) Je crois que la CNT a fait ce qu'elle devait faire dans ce conflit… Nous avons fait tout notre possible. Peut-être qu'on aurait dû mettre plus l'accent sur la méthodologie assembléiste dans les AG, mais je crois que peu à peu les travailleurs se rendent compte qu'ils ne doivent pas être dirigés.

Q. : quelle a été l'importance de l'appui, en dehors des milieux syndicaux ?

A. Morillo : l'Assemblé d'appui à la grève était sur le point d'organiser trois rassemblements à des bouches du métro, 3'000 affiches ont été collées, des milliers de tracts distribués, un concert était prévu pour soutenir la caisse de résistance… le travail de contre-information était nécessaire parce que jusqu'au dernier jour, les médias nous ont piétinés, nous traitant de délinquants. (…)

Q. : et la crise économique qui vient…

A. Morillo : je prédis qu'il va y avoir pas mal de luttes à Madrid. (…) Quand les gens ne pourrons plus payer leur hypothèque, quand ceux qui ont déjà plusieurs emplois verront qu'ils n'arrivent pas à la fin du mois, quand les 8 heures quotidiennes ne sont pas respectées et qu'en plus on n'arrive pas à couvrir ses besoins, alors il y aura des luttes. 500'000 emplois ont été perdus dans la construction et aucun tissu industriel n'a été prévu pour les accueillir…

Peut-être qu'on aurait dû mettre plus l'accent sur la méthodologie assembléiste dans les AG, mais je crois que peu à peu les travailleurs se rendent compte qu'ils ne doivent pas être dirigés

Par ailleurs, il faut souligner le rôle des délégués des CCOO durant la grève du nettoyage, il a été assez positif (…). Cela malgré la décision de l'exécutif des CCOO de ne pas convoquer à la grève. Celui-ci a perdu beaucoup de crédibilité. La hiérarchie a été contredite lorsque les 640 affilié-e-s des CCOO ont appuyé la grève.

Dans un proche avenir, un syndicalisme beaucoup plus combatif va se renforcer. De fait, il a été démontré que lorsqu'il y a eu quelques débordements, nous avons été réprimés par la police, par les vigiles, par les médias… les bases ouvrières, les mouvements sociaux ont été lynchés. Mais les syndicats qui refusent le modèle dominant et tout le secteur social critique nous ont appuyé. (…)

De la révolution sociale à la guerre, en Espagne

Intéressé par cette période révolutionnaire qui a été probablement le mouvement d'émancipation le plus prometteur pour le prolétariat du 20ième siècle, c'est avec une certaine satisfaction que j'ai dévoré cette analyse pointue. Je me souviens des années soixante où après avoir vécu ce que les faux-culs ont appelé « les événements de 68 », mes copains et moi avions assisté à une réunion publique sur la « CNT et la révolution espagnole », animée par des exilés espagnols. Nous en sommes repartis frustrés des occultations que ces derniers continuaient à véhiculer au mépris de toute honnêteté révolutionnaire. Pour nous, la CNT-FAI avait collaboré avec le système capitaliste et ses représentants. Sans oublier les difficultés qu'avaient eues à affronter les révolutionnaires, nier cette évidence n'était pas de nature à considérer l'anarcho-syndicalisme capable de tirer les leçons de cette défaite et être un moyen organisationnel pour changer l'ordre social.

« Durruti dans le labyrinthe », traduction française d'un livre de Miguel Amorós Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 80 rue de Ménilmontant Paris 20ième (12 euros).

En relatant avec précision à la fois les combats aux fronts et les tractations, indécisions, voire intrigues de l'arrière, Miguel Amoros met à jour sans ambiguïté le fossé qui ne cessera de s'agrandir entre l' « organisation » (la CNT-FAI) et les ouvriers paysans. Le côté désespérant, comme le rappelait un copain, c'est que l'on peut même penser que, dès le début, cette séparation existait. D'une part des ouvriers et des paysans mettant en place le communisme libertaire dans les lieux libérés, de l'autre des bureaucrates, idéologues anarchistes, ne croyant pas aux masses, cherchant du pouvoir et de la reconnaissance. Certains révolutionnaires vont s'opposer aux renoncements. Durruti sera de ceux-là et on peut penser que ses déclarations contre la dictature stalinienne ne sont pas passées inaperçues en Russie et qu'il fut très vite « la cible » pour des services secrets aux énormes moyens. Camillo Berneri aussi, mais son influence était certes moindre de part sa nationalité italienne. Ce qui est paradoxal c'est que des anarchistes de bureau (ou de comptoir ?) relaieront l'hypothèse de la collaboration de Durruti avec les staliniens (l'ex secrétaire de la CNT française, au moment de la scission de 1991, en fut !), bien entendu sous le prétexte imparable d'avoir des moyens pour poursuivre la guerre. L'assassinat de Durruti sera le dernier obstacle à la militarisation de milices, le début de la fin de la révolution, même si l'on peut penser que, lors des barricades de mai 37 à Barcelone continuaient d'exister d'importantes forces révolutionnaires.

Miguel Amoros relate aussi le voyage d'une délégation de l'« organisation » à Moscou en novembre 36. Quelles très mauvaises raisons peuvent-elles être invoquées alors que de nombreux compagnons anarchistes ont été assassinés en croupissant dans les geôles des « camps soviétiques » ? Le problème des armes a souvent été la pierre incontournable des arguments invoqués par les bureaucrates pour justifier leur « réalisme ». Vu les réserves d'or de l'Espagne, il est invraisemblable que des armes n'aient pu être trouvées sur le « marché ». Miguel A. cite les interventions du secrétariat de l'AIT de l'époque, le

Français Pierre Besnard, et on ne peut que constater que tous les freins étaient mis pour ne pas se procurer d'armes autres que soviétiques. Par contre, aucun retenue pour « mettre à l'abri » l'or dans les caisses bolcheviques !
Miguel A. pointe aussi la censure qui s'installe dans Solidaridad Obrera avec la nomination de Toryho qui suit à la lettre les recommandations soviétiques, n'hésitant pas à traquer les discours de Durruti pour servir la cause de la collaboration. Les déclarations de F. Montsény, ministre anarchiste de la santé confirment l'enterrement de la révolution libertaire : « Nous, anarchistes, avons appris par expérience qu'une transformation n'était possible que si nous participions aux organes du pouvoir ; cela tout le monde a dû l'admettre. Nous l'avons admis et soutenu depuis toujours. Aujourd'hui, en réalité, les différences idéologiques qui nous séparaient ont disparu, dans la mesure où nous avons tenu compte des faits accomplis qui nous imposaient de prendre part à la direction du pays… » (27 octobre 1936 – La Vancuardier). Ou encore le 1/12/1936, reproduit dans Fragua Social : « Le problème se limite à ces deux aspects : accepter une force militaire organisée, structurée, avec un commandement et une discipline, des chefs dont on exécute un commandement et une discipline, des chefs dont on exécute les ordres dans le seul domaine militaire, et ainsi nous pourrons faire la guerre comme on doit la faire… ».
Comme le rappelle Miguel A « les anarchistes de la base n'avaient pas failli, loin de là, et comme nous l'avons déjà vu, les agents russes faisaient bien la différence entre la majorité des responsables pro-staliniens et les anarchistes révolutionnaires, qualifiés d'incontrôlés… ».
Le 21 février 1937, Toryho, dans l'éditorial de Solidaridad Obrera, confirmera la collaboration avec le titre : « Nous renoncerons à tout sauf à la victoire ». Mais l'allégeance aux soviétiques se retournera contre son auteur qui subit une attaque dans la Pravda où furent assimilés aux fascistes les dirigeants des anarcho-syndicalistes !
Que ces brefs commentaires subjectifs du livre vous incitent à le lire et à critiquer toutes les formes de pouvoir, mêmes drapées dans des idéologies libertaires.

Michel (CNT-AIT, Amiens)

Communiqué de la CNT-AIT de Grenade
Janvier 2008 - Extraits

Dans la nuit du 5 au 6 janvier, deux jeunes anarchistes se sont fait tirer dessus par deux fascistes depuis un véhicule qui rodait dans cette intention autour d'une la fameuse salle de spectacle « Who ». Par chance, les agresseurs ont utilisé des balles à blanc, mais cela n'enlève rien à la gravité de leur action. Il s'agissait d'un acte prémédité qui s'insère dans un crescendo d'activités violentes de la part des groupes fascistes. Ces actes ne sont pas de simples bagarres de rue, mais de véritables actes terroristes, comme le récent assassinat à Madrid de Carlos Javier Palomino (16 ans) [qui se rendait à une manifestation antifasciste], commis par un nazi militaire de carrière. Un assassinat qui s'inscrit dans une liste déjà très longue d'agressions et meurtres (…).
Cette attitude terroriste des groupes fascistes a comme finalité politique d'effrayer les personnes qui font partie du mouvement antifasciste en général et anarchiste en particulier : un secteur contestataire de la population qui défend encore une alternative au capitalisme viable et non discréditée. (…)

La grève des électeurs

Une chose m'étonne prodigieusement — j'oserai dire qu'elle me stupéfie — c'est qu'à l'heure scientifique où j'écris, après les innombrables expériences, après les scandales journaliers, il puisse exister [...] un électeur, un seul électeur, cet animal irrationnel, inorganique, hallucinant, qui consente à se déranger de ses affaires, de ses rêves ou de ses plaisirs, pour voter en faveur de quelqu'un ou de quelque chose. Quand on réfléchit un seul instant, ce surprenant phénomène n'est-il pas fait pour dérouter les philosophies les plus subtiles et confondre la raison ? [...]Je comprends qu'un escroc trouve toujours des actionnaires, la Censure des défenseurs […]; je comprends tout. Mais qu'un député, ou un sénateur, ou un président de République, ou n'importe lequel parmi tous les étranges farceurs qui réclament une fonction élective, quelle qu'elle soit, trouve un électeur, c'est-à-dire l'être irrêvé, le martyr improbable, qui vous nourrit de son pain, vous vêt de sa laine, vous engraisse de sa chair, vous enrichit de son argent, avec la seule perspective de recevoir, en échange de ces prodigalités, des coups de trique sur la nuque, des coups de pied au derrière, quand ce n'est pas des coups de fusil dans la poitrine, en vérité, cela dépasse les notions déjà pas mal pessimistes que je m'étais faites jusqu'ici de la sottise humaine, en général, et de la sottise française en particulier, notre chère et immortelle sottise, ô chauvin !

Il est bien entendu que je parle ici de l'électeur averti, convaincu, de l'électeur théoricien, de celui qui s'imagine, le pauvre diable, faire acte de citoyen libre, étaler sa souveraineté, exprimer ses opinions, imposer — ô folie admirable et déconcertante — des programmes politiques et des revendications sociales ; et non point de l'électeur « qui la connaît » et qui s'en moque, de celui qui ne voit dans « les résultats de sa toute-puissance » qu'une rigolade à la charcuterie monarchiste, ou une ribote au vin républicain. Sa souveraineté à celui-là, c'est de se pocharder aux frais du suffrage universel. Il est dans le vrai, car cela seul lui importe, et il n'a cure du reste. Il sait ce qu'il fait. Mais les autres ?

Ah ! oui, les autres ! Les sérieux, les austères, les peuple souverain, ceux-là qui sentent une ivresse les gagner lorsqu'ils se regardent et se disent : « Je suis électeur ! Rien ne se fait que par moi. Je suis la base de la société moderne. Par ma volonté, Floque fait des lois auxquelles sont astreints trente-six millions d'hommes, et Baudry d'Asson aussi, et Pierre Alype également. […]Comment peut-il arriver qu'il se rencontre quelque part, même dans le fond des landes perdues de la Bretagne, même dans les inaccessibles cavernes des Cévennes et des Pyrénées, un bonhomme assez stupide, assez déraisonnable, assez aveugle à ce qui se voit, assez sourd à ce qui se dit, pour voter bleu, blanc ou rouge, sans que rien l'y oblige, sans qu'on le paye ou sans qu'on le soûle ?[...]

Qu'est-ce qu'il espère ? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le grugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise et qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que, par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail et de probité ; il faut que dans les noms seuls de Barbe et de Baihaut, non moins que dans ceux de Rouvier et de Wilson, il découvre une magie spéciale et qu'il voie, au travers d'un mirage, fleurir et s'épanouir dans Vergoin et dans Hubbard, des promesses de bonheur futur et de soulagement immédiat. Et c'est cela qui est véritablement effrayant. Rien ne lui sert de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires : la protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais, et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point.

Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne la vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un, et de donner l'autre ? Eh bien ! non. Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces et les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit.

Ô bon électeur, inexprimable imbécile, pauvre hère, si, au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débitent chaque matin, pour un sou, les journaux grands ou petits, bleus ou noirs, blancs ou rouges, et qui sont payés pour avoir ta peau ; si, au lieu de croire aux chimériques flatteries dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, si, au lieu de t'arrêter, éternel badaud, devant les lourdes duperies des programmes ; si tu lisais parfois, au coin du feu, Schopenhauer et Max Nordau, deux philosophes qui en savent long sur tes maîtres et sur toi, peut-être apprendrais-tu des choses étonnantes et utiles. Peut-être aussi, après les avoir lus, serais-tu moins empressé à revêtir ton air grave et ta belle redingote, à courir ensuite vers les urnes homicides où, quelque nom que tu mettes, tu mets d'avance le nom de ton plus mortel ennemi. Ils te diraient, en connaisseurs d'humanité, que la politique est un abominable mensonge, que tout y est à l'envers du bon sens, de la justice et du droit, et que tu n'as rien à y voir, toi dont le compte est réglé au grand livre des destinées humaines.[…]

Octave Mirbeau, 28 novembre 1888

Texte intégral disponible sur simple demande à la rédaction